

UGECAM D'ALSACE

MARCHES PUBLICS

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHE DE SERVICE

Marché à procédure adaptée

Date limite de réception des plis : le 18 mars 2024 à 08h00

Date limite pour poser des questions : le 01 mars 2024 à 16h00

1 - Identification de l'organisme qui passe le marché

Organisme de droit privé participant au service public – Organisme de Sécurité Sociale

2 - Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur

Nom de l'organisme : UGECAM D'ALSACE	Pouvoir Adjudicateur représenté par : M. Laurent VIVET – Directeur Général
Adresse : 10b avenue Achille Baumann – BP 70104	Code postal : 67403
Ville : ILLKIRCH CEDEX	Pays : FRANCE
Téléphone : 03 90 40 62 10	Télécopieur : 03 90 40 62 13
Site Internet : www.ugecam-alsace.com	

3 – Informations sur le marché

Textes en vertu desquels le marché est passé :

Mode de passation : Marché à procédure adaptée soumis aux dispositions des articles L2123-1 et R2123 du Code de la commande publique, ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 modifié portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité sociale du régime général (JO du 27 juillet 2018)

Type de contrat : accord-cadre sans minimum et avec un maximum de 3 000 000 € est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Objet du marché :

MARCHE DE SERVICE POUR LA REALISATION D'ACTES DE BIOLOGIE MEDICALE A REALISER POUR CERTAINS ETABLISSEMENTS DE SANTE DE L'UGECAM ALSACE

Numéro de marché : 002/2024

Classification CPV :

Le présent marché est un marché de services

classification CPV : 85148000-8 : Services d'analyses médicales

Code NUTS : FRF1

Forme de marché :

Appel d'offre ouvert

4 – Lieu d'exécution

Les prestations se dérouleront au sein des 3 pôles de l'UGECAM Alsace :

POLE IURC (lot 1) : Evaluation 960 000 B annuel

IURC STRASBOURG – 45 boulevard Clemenceau 67000 STRASBOURG

IURC ILLKIRCH – 10 avenue Achille Baumann 67400 ILLKIRCH

SCHIRMECK (lot 2) : Evaluation 415 000 B annuel

Centre de Réadaptation Fonctionnelle – 32 rue de l'ancien sanatorium 67130 SCHIRMECK

SAALES (lot 3) : Evaluation 60 000 B annuel

Résidence de Saales – Route du centre médical 67420 SAALES

5 – Caractéristiques principales

Analyses médicales correspondant à environ 1 435 000 B annuel (estimation basée sur les statistiques 2023).

Les caractéristiques du marché sont décrites dans le CCTP et ses annexes.

6 - Allotissement

Les prestations sont divisées en lots

Il est possible de présenter une offre pour : un lot, plusieurs lots ou l'ensemble des lots.

7 – Variante

Les variantes ne sont pas autorisées.

8 – Durée du marché ou délai d'exécution

La durée d'exécution du marché est de **12 mois** à compter de sa date de notification.

Le marché est reconductible tacitement. Il pourra être **reconduit 3 fois pour une période de 12 mois** selon les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Particulières, sans que sa durée totale n'excède quarante-huit mois.

Dans le cas d'une non reconduction, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision par un courrier en recommandé avec accusé de réception au titulaire avant la date de fin de validité du marché avec un préavis de 2 mois. L'absence de reconduction du marché n'ouvrira droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 3 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La date prévisionnelle de démarrage de la prestation est prévue le 02 mai 2024.

L'exécution des prestations démarrera suite à l'envoi d'une notification de marché. La production réelle des repas sera précédée d'une phase préliminaire d'installation du titulaire.

9 – Délais de validité des offres

La durée de validité des offres est fixée à 3 mois à compter de la date limite de réception des offres.

10 – Conditions relatives au marché

1) Modalités essentielles de financement et de paiement :

Paiement par virement administratif sous 30 jours à réception de facture.

Budget de fonctionnement propre à l'UGECAM Alsace

2) Groupement :

Le candidat peut se présenter sous forme de groupement sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence. Dans ce cas, le formulaire DC1 ou équivalent devra préciser si le groupement est solidaire ou conjoint et être dûment complété. Les actes d'engagement et les annexes financières devront être soit co-signés par l'ensemble des entreprises groupées, soit signés par le mandataire seul dès lors qu'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les membres du groupement. Dans les deux formes de groupement, le nom du mandataire doit être expressément désigné dans l'acte d'engagement.

Un même candidat ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché. De même, le candidat n'est pas autorisé à présenter, pour le marché ou un de ses lots, plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupement(s) ou en qualité de membre de plusieurs groupements.

Conformément à l'article R 2142-24 du Code de la Commande Publique, le mandataire d'un groupement conjoint est solidaire pour l'exécution du marché public, de chacun des membres constitutifs pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique.

11 – Composition du présent dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est constitué des documents suivants :

- Le présent Règlement de la Consultation
- L'acte d'engagement
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Les formulaires DC1 (Lettre de candidature) et DC2 (Déclaration du candidat)

12 - Modalités d'obtention du dossier de consultation et du dépôt des offres

Le présent dossier de consultation est téléchargeable sur le site du profil acheteur de l'UGECAM ALSACE à partir de l'adresse internet : <https://cnamts.achatpublic.com>

A compter du 1^{er} octobre 2018, le soumissionnaire devra impérativement soumettre son offre par voie dématérialisée sur le profil acheteur de l'UGECAM ALSACE, à la même adresse.

Afin de pouvoir bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la procédure, en particulier les éventuelles précisions ou modifications apportées au Dossier de Consultation des Entreprises, les candidats devront s'inscrire sur la plateforme. Pour cela, ils doivent renseigner leur nom (raison sociale...), une adresse électronique valide ainsi que le nom d'un correspondant.

Il est précisé que les données nominatives collectées par les différents formulaires sont destinées à l'UGECAM ALSACE. Le candidat est donc réputé avoir été informé que l'UGECAMALSACE est responsable du traitement des données ainsi collectées. Il doit donc exercer son droit d'accès, de modification et de suppression directement auprès des services de l'organisme.

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'offre, le soumissionnaire prendra soin de signaler par écrit à l'UGECAM Alsace toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans l'exécution prévue.

Le dépôt de la candidature et des offres transmis par voie électronique fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid (GMT+01:00).

Les fichiers doivent obligatoirement être remis par les candidats sous l'un des formats suivants :

- .pdf
- .doc ou .rtf
- .xls
- .ppt
- .jpg ou .jpeg.

Il est demandé aux candidats de :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les “.exe”, les formats vidéo
- ne pas utiliser certains outils, notamment les “macros”.

Les annexes au format « Excel » seront impérativement transmises complétées pour faciliter l'analyse des offres et éviter des recopiations d'informations avec les risques d'erreurs que cela comporte. La trame ne devra pas être modifiée, l'annexe devra correspondre au fichier transmis signé.

Chaque candidat doit préalablement contrôler tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre par un antivirus tenu à jour.

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par le site de dématérialisation ou l'UGECAM ALSACE fera l'objet d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Les fichiers remis devront être nommés de préférence comme suit :

- Candidature - Nom du fichier
- Offre - Nom du fichier

Les plis dématérialisés ne dépasseront pas 100 MO.

Il est recommandé d'éviter les caractères spéciaux, de privilégier les caractères alphanumériques et l'underscore.

Afin de faciliter l'extraction des documents contenus dans un zip, il est également recommandé de limiter le nombre de caractères dans le nom du fichier zippé.

La plate-forme de dématérialisation vous permet de vérifier la configuration de votre ordinateur grâce à une fonction de diagnostic de présence des pré-requis et de tester la fonctionnalité de remise des offres. Il vous est fortement recommandé de vérifier votre configuration informatique et de réaliser les tests nécessaires avant d'engager la remise des offres réelles.

Dans tous les cas, il est fortement conseillé de ne pas attendre le dernier moment pour déposer vos offres par voie électronique.

Une hotline est à votre disposition au numéro suivant, Service Support Clients : 0 892 23 21 20 (numéro surtaxé).

Copie de sauvegarde :

Il est possible d'envoyer une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique (adresse postale de l'acheteur figurant en point 25 du présent RC).

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté,
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue dans les délais ou bien n'a pas pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde lui soit parvenue dans les délais.

Il est fortement recommandé d'adresser cette copie de sauvegarde, car elle n'engendre pas de réel surcoût ni charge de travail supplémentaire pour les candidats et permet de parer à toute éventualité. Pour éviter tout risque de virus informatique, l'UGECAM ALSACE préconise la remise d'une copie de sauvegarde papier.

Néanmoins la copie de sauvegarde ne peut être prise en considération que si elle est parvenue dans le délai prescrit pour le dépôt des plis.

13 - Modifications de détail au dossier de consultation

L'UGECAM ALSACE se réserve le droit d'apporter, au **plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres**, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet. Ces modifications sont mises en ligne sur le profil acheteur : <https://cnamts.achatpublic.com>

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

14 - Pièces à produire par tous les candidats

Les pièces accompagnant le dossier de candidature et d'offre rédigées en langue étrangère seront acceptées uniquement si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française par un traducteur assermenté.

Cette obligation porte également sur tous les documents de présentation associés et les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du pouvoir adjudicateur.

L'unité monétaire de compte est l'euro.

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'offre, le soumissionnaire prendra soin de signaler par écrit à l'UGECAM Alsace toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans l'exécution prévue.

15 - Présentation des candidatures

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les pièces à fournir sont telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique.

Interdiction de soumissionner :

Le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Lorsqu'un soumissionnaire se trouve, en cours de procédure, en situation d'interdiction de soumissionner, il en informe, sans délai, l'UGECAM ALSACE. En cas d'interdiction de soumissionner obligatoire, le soumissionnaire est automatiquement exclu de la procédure.

Interdictions de soumissionner en cas de groupement d'opérateurs économiques et de sous-traitance :

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'UGECAM ALSACE exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présent au stade de la candidature, l'UGECAM ALSACE exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat ou, en cas de groupement, par le mandataire du groupement. A défaut, le candidat ou le groupement est exclu de la procédure.

Renseignements ou documents à fournir :

Les candidats au marché, quelle que soit la forme de la candidature, individuelle ou groupée, peuvent demander à ce que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature du lien juridique des liens existants entre ces opérateurs et lui.

Ce dispositif vise notamment, mais non exclusivement, les sous-traitants dont souhaiteraient se prévaloir un candidat.

Toutefois, le candidat doit justifier des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Dans ce cadre, il devra préciser le lien juridique qui l'unit à cet opérateur avec lequel le pouvoir adjudicateur n'aura aucun lien contractuel.

Dépôt d'une candidature :

Dans le cas où le candidat souhaite déposer sa candidature et qu'il ne dispose pas de numéro de SIRET (ex : candidat de nationalité étrangère), le dossier de candidature devra comporter les documents prévus au stade de la candidature.

Candidature hors Document Unique de Marché Européen (DUME) :

Les soumissionnaires doivent transmettre les documents et renseignements suivants :

- Lettre de candidature ou formulaire DC1 ou équivalent, dûment rempli, et daté. Dans le cas d'un groupement d'entreprises, le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du Groupement et indiquera la nature conjointe ou solidaire du groupement.
En cas d'attribution du marché public à un groupement d'opérateurs économiques, un document d'habilitation devra être signé par chaque membre du groupement lors de la phase d'attribution.
- Déclaration du candidat ou formulaire DC2 (version mise à jour au 26/10/2016 téléchargeable à partir du lien <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou équivalent, dûment rempli, et daté.

Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME) :

A ces deux formulaires (DC1 et DC2), le candidat peut substituer le DUME ou le e-DUME (Document Unique de Marché Européen au format électronique).

Au 1^{er} octobre 2018, le DUME ne sera plus disponible qu'au format dématérialisé.

Le e-DUME est un formulaire standard de l'Union Européenne pré-rempli sur la base du numéro SIRET du candidat.

Il permet de :

- Bénéficier d'une reprise des données légales du candidat (raison sociale, numéro de TVA intracommunautaire, adresse, mandataires sociaux), ainsi que des données concernant la taille du candidat et son chiffre d'affaires global,
- D'attester du respect de ses obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFiP, ACOSS),
- D'attester de sa souscription aux assurances appropriées et de l'inscription aux registres du commerce de l'Etat dans lequel il est établi.
- Récupérer automatiquement les attestations à fournir par le candidat lors de la signature du marché s'il en est désigné attributaire.
- Sa réutilisation sur des procédures de consultation ultérieures.

Dans le cadre de la présente consultation, le candidat qui souhaite utiliser le e-DUME devra impérativement le compléter sur le profil d'acheteur de l'UGECAM ALSACE dans le cadre de sa réponse électronique sur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Justificatifs et moyens de preuves à transmettre concernant l'aptitude et les capacités du candidat :

Les soumissionnaires transmettront les justificatifs et moyens de preuves suivants concernant leurs aptitude et capacités :

- Copie du jugement prononcé si le candidat est en redressement judiciaire
- Pièces relatives au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé
- Certificats de qualifications professionnelles ou preuve de la capacité du candidat par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de services attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat

- Certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques. Toutefois, d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats sont acceptées, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés
- Une attestation d'assurance responsabilité civile et professionnelle concernant la couverture de la prestation concernée par le présent marché

Ou remplir le DUME ou le e-DUME (Document Unique de Marché Européen au format électronique).

Les entreprises nouvellement créées peuvent produire une copie certifiée du récépissé de dépôt des statuts transmis par le centre de formalités des entreprises. Les entreprises peuvent présenter tout élément factuel et probant permettant d'apprécier leurs capacités financières, techniques et professionnelles.

Tout document remis doit comporter la dénomination sociale exacte et complète telle qu'elle figure dans le KBIS, à l'exclusion des appellations abrégées et commerciales.

Transmission des justificatifs et moyens de preuve concernant l'aptitude et les capacités du candidat :

Les justificatifs et les moyens de preuve sont fournis lors de la transmission de l'acte de candidature.

Conformément aux dispositions de l'article 53 du décret relatif aux marchés publics, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le pli du candidat toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Par ailleurs, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Il devra, en revanche, fournir à nouveau les documents non valides à la date limite de réception des offres de la présente consultation.

16 - Examen des candidatures

Si l'UGECAM ALSACE constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, elle peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous. Ce délai est précisé dans la demande de complément. Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes demandées pour l'exécution du marché sont éliminées.

17 - Précisions sur la sous-traitance

La sous-traitance est autorisée.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Le candidat doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant les modalités de variation des prix
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant

L'acceptation des sous-traitants est conditionnée à la production des pièces citées au stade de la candidature.

Candidature sous forme de DUME : Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME et fournit pour chacun de ces sous-traitants un formulaire DUME distinct signé par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants.

Candidature hors DUME : La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Ce formulaire est disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj>

18 - Présentation de l'offre

IMPORTANT :

Chacun des documents demandés ci-dessous ainsi que tous les renseignements qu'ils requièrent sont indispensables à l'analyse des offres. En leur absence, l'offre ne pourra être valablement examinée :

- l'acte d'engagement

Ces documents devront être renseignés dans leur intégralité et datés. Toute omission de réponse doit être dûment justifiée. Ils deviendront contractuels dès la notification du marché.

Ce document sera accompagné éventuellement par la demande d'acceptation de sous-traitants et d'agréments des conditions de paiement (DC 4), pour les sous-traitants désignés au marché, mentionnant :

- la nature des prestations envisagées pour le sous-traitant proposé
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant
- les modalités de variation des prix
- le compte bancaire, postal ou trésor public à créditer

Que des sous-traitants soient désignés ou non au marché, le soumissionnaire devra indiquer dans son offre le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter.

- le **CCAP**
- le **CCTP** et ses annexes complétées
- les **documents commerciaux et le mémoire technique particulier** permettant d'analyser les offres.

Ces documents incluront les informations sur les clauses sociales et environnementales mises en place chez le soumissionnaire.

En cas de candidatures groupées, les mêmes documents seront produits par chacun des co-traitants.

Le dossier de réponse à l'appel d'offres devra comporter des annexes dans lesquelles seront apportées a minima les précisions suivantes :

- la distance en kilomètre séparant le laboratoire des différents établissements sanitaires
- les moyens pour effectuer la collecte des prélèvements
- l'organisation du circuit de prélèvement
- Les délais de remise des résultats, présentés de manière détaillée
- une copie certifiée conforme de l'autorisation administrative de fonctionnement
- la liste des analyses et examens susceptibles d'être réalisés dans le laboratoire en temps normal ou en urgence
- l'indication des heures de fonctionnement normal de laboratoire ainsi que des astreintes les dimanches et jours fériés (ou l'organisation alternative mise en place)
- les éléments d'un protocole d'organisation concernant les modalités de collecte des prélèvements et celles des transmissions des résultats (délais de transmission, modalités de collecte et de transmission des résultats en cas d'urgence)
- la description détaillée concernant la mise en place des échanges d'informations informatisées
- l'accompagnement prévu
- un manuel de prélèvements et un référentiel des examens qui précise, pour chaque test, les tubes à utiliser ainsi que les modalités de conservation et de transport des échantillons
- les résultats des contrôles de qualité externes effectués sur les 3 dernières années par tout organisme de contrôle agréé
- les clauses sociales et environnementales

- un dossier de présentation des procédures mises en place par le laboratoire pour permettre un contrôle de qualité interne des résultats dont :
 - Bilan annuel des prélèvements réalisés
 - Evolution de la flore microbienne et des résistances avec présentation d'un bilan annuel au CLIAS
 - Synthèse trimestrielle par services et par établissements, selon un format défini (SPARES), des résistances bactériennes
 - Modalités d'évaluation annuelle du fonctionnement et des délais d'envoi des résultats
- travaux engagés par le candidat pour mettre en conformité son système d'information par rapport aux exigences du Ségur du numérique et plus particulièrement sur le mode et le format des échanges de données portant sur les patients (Cf. CDA r2 niveau 3)
- capacité de traiter une prescription d'analyse biomédicale au format numérique (préciser le format)

Toutes ces données sont obligatoires, leur absence dans la proposition du soumissionnaire rendra l'offre non conforme.

19 - Examen des candidatures

Les candidats frappés d'une interdiction de soumissionner publics seront exclus de la poursuite de la procédure de passation. Ceux se trouvant en redressement judiciaire pour une durée plus courte que la durée d'exécution du marché ou ne couvrant pas la période d'exécution du marché de travaux considéré seront exclus.

Les candidatures seront jugées en fonction des capacités professionnelles, techniques et financières indiquées par le candidat.

L'appréciation de ces capacités pour un groupement est globale.

Avant de procéder à l'analyse des candidatures, si le pouvoir adjudicateur constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous ; ce délai ne saurait être supérieur à 10 jours.

Au regard des documents demandés, les candidats ne disposant pas des capacités techniques, financières et professionnelles suffisantes, ne verront pas leur offre analysée.

Dans le cas particulier où le candidat est objectivement dans l'impossibilité de produire, pour justifier de sa capacité financière, l'un des renseignements ou documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics demandés par le pouvoir adjudicateur, il peut prouver sa capacité, dans le délai de 10 jours francs précité, par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements demandés, le marché sera résilié aux torts de son titulaire.

20 - Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Il est procédé à l'examen des offres de tous les candidats dont l'offre est parvenue dans les délais.

Le pouvoir adjudicateur éliminera les offres non conformes à l'objet de la présente consultation.

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leurs pondérations :

1. Etendue de la prestation : organisation du circuit de prélèvement, moyens mis en œuvre, gestion administrative : 50 %
2. Délai de remise des résultats : 15 %
3. Intégration des résultats biologiques dans le dossier patient, suivi statistique : 30 %
4. Clauses sociales et environnementales spécifiques à ce marché (gestion des déchets, des transports...) : 05 %

L'article L. 6211-21 du Code de la santé publique prévoit que les examens de biologie médicale doivent être facturés au tarif des actes de biologie médicale fixé par la nomenclature des actes de biologie médicale. Il n'y a donc pas de critère prix dans ce marché.

Le choix du titulaire se fera lot par lot.

L'appréciation de l'offre se déroulera selon la méthode suivante :

- l'offre pour chaque critère sera analysée sur la base d'une note sur 10 (10 étant la note la meilleure), pondérée selon le pourcentage défini pour le critère en question
- Les critères seront appréciés en prenant en compte les informations et documents demandés au CCAP et CCTP.

21 - Type et organisation de la procédure

La présente consultation est passée selon un appel d'offres ouvert.

22 - Suite à donner à la consultation

Le marché ne pourra être attribué définitivement au candidat retenu que si celui-ci produit dans un délai de 5 jours francs à compter de la demande notifiée par le pouvoir adjudicateur :

- Un état annuel des certificats reçus (formulaire NOT11), signé de la Trésorerie Générale ou Cerfa n°3666
- Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de 6 mois (ou NOT11)
- Lorsqu'une immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire ou lorsque la profession est réglementée, l'un des documents suivants mentionné à l'article D8222-5 du code du travail (ou NOT11)
- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce ou
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM, ou
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ou
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription
- Dans le cas où il n'est pas tenu de s'immatriculer au RCS ou au RM et n'est pas en mesure de produire un extrait K ou K-bis ou une carte d'identification justifiant de son inscription au RM, le candidat individuel ou le membre du groupement doit produire le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (article D8222-5 du code du travail)
- La liste nominative des salariés étrangers employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail, conformément aux articles D8254-2, D8254-3, D8254-4, D8254-5 du code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est également exigée en cas de sous-traitance

Si l'attributaire provisoire est dans l'impossibilité de présenter ces documents ou s'il ne les a pas présentés dans le délai imparti, son offre est rejetée et la candidature éliminée.

En ce cas le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires pour que le marché lui soit attribué. Il sera procédé ainsi dans l'ordre de classement jusqu'à ce que l'un des candidats classés remette effectivement ces documents.

23 - Date limite de réception des offres

18 mars 2024 à 08h00

24 - Recours

Instance chargée des procédures de recours :

Greffes du Tribunal de Grande Instance de Nancy
Cité Judiciaire
Rue du Général Fabvier
54035 NANCY CEDEX

Tél : 03 83 90 85 00
Fax : 03 83 27 49 84

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Greffe du Tribunal de Grande Instance de Nancy
Cité Judiciaire
Rue du Général Fabvier
54035 NANCY CEDEX
Tél : 03 83 90 85 00
Fax : 03 83 27 49 84

25 - Adresses complémentaires

Le dossier comportant la candidature et l'offre, ainsi que les questions éventuelles, doivent être déposés électroniquement via le site du profil acheteur de l'UGECAM ALSACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Adresse où envoyer la copie de sauvegarde :

UGECAM D'ALSACE – Service Achats
10b avenue Achille Baumann
BP 70104 - 67403 ILLKIRCH CEDEX

L'enveloppe ou l'envoi devra faire figurer les informations suivantes :

- « Copie de sauvegarde »,
- N° de la mise en concurrence,
- Nom ou dénomination du candidat.